



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SITUATION MENSUELLE BUDGÉTAIRE

Paris, le 02/02/2024

AU 31 décembre 2023

N° 1521

Solde

Le solde général d'exécution au 31 décembre 2023 s'établit à -173,3 Md€, proche du déficit prévisionnel sous-jacent à la loi de fin de gestion (-171,2 Md€), contre -151,5 Md€ à fin décembre 2022.

Dépenses

Au 31 décembre 2023, les dépenses du budget général (hors remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat¹) s'établissent à 454,6 Md€ contre 452,7 Md€ à fin décembre 2022, soit une hausse limitée à +1,9 Md€. Cette évolution tient notamment à un versement plus important par rapport à 2022 à la caisse de la dette publique (CDP) au titre de l'amortissement de la dette covid de l'Etat, aux décaissements effectués au titre des dispositifs de soutien aux ménages et aux entreprises, aux aides à la formation et à des variations observées sur le poste de la charge de la dette en raison de l'effet de la hausse des taux d'intérêt de court terme.

Les prélèvements sur recettes sont en hausse de +0,9 Md€ par rapport à fin décembre 2022 en particulier au bénéfice des collectivités territoriales

Recettes

Au 31 décembre 2023, les recettes du budget général² (nettes des remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat¹) s'établissent à 348,0 Md€ contre 354,2 Md€ à fin décembre 2022.

Les recettes fiscales nettes s'élèvent à 322,9 Md€ contre 330,3 Md€ à fin décembre 2022, soit une baisse de -7,4 Md€. Elle s'explique principalement par la baisse de la TVA revenant à l'Etat (-5,6 Md€), en raison notamment des transferts supplémentaires aux collectivités territoriales dans le cadre de la suppression progressive de la CVAE, de la hausse de la fraction affectée à la Sécurité sociale et de la hausse des remboursements de crédits de TVA. En outre, l'impôt sur les sociétés net diminue (-5,3 Md€), essentiellement en raison du ralentissement du dynamisme du bénéfice fiscal des entreprises en 2022 et 2023, partiellement compensé par l'effet de la suppression du CICE. La part Etat de la TICPE diminue (-1,2 Md€) en raison de la baisse des consommations de carburant et de la hausse des transferts. Les autres recettes fiscales nettes sont en augmentation (+5,2 Md€) du fait de la rebudgétisation de la CVAE et du dynamisme observé sur les droits de mutation à titre gratuit et les retenues à la source.

¹ La loi organique du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques modifie la définition des dépenses et recettes nettes. Celles-ci correspondent désormais aux dépenses budgétaires brutes et recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat. Les chiffres 2022 présentés ci-dessus ont été retraités afin de permettre une comparaison à périmètre constant, ceux-ci étant auparavant également minorés des remboursements et dégrèvements d'impôts locaux.

² Les recettes du budget général sont présentées hors fonds de concours alors que ceux-ci sont intégrés dans la présentation des dépenses.

Les recettes non fiscales s'élèvent à 25,1 Md€ à fin décembre 2023 contre 23,9 Md€ à fin décembre 2022, soit une hausse de +1,2 Md€. Cet écart est principalement lié à la hausse de la contribution de l'Union européenne pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance (+3,1 Md€), partiellement compensée par une diminution des dividendes et recettes assimilées (-1,5 Md€).

Comptes spéciaux

Le solde des comptes spéciaux s'établit à -5,1 Md€ à fin décembre 2023 contre +6,7 Md€ à fin décembre 2022. Cette évolution s'explique principalement par un versement du budget général sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » en octobre 2022 en prévision de l'offre publique d'achat simplifiée sur les titres de capital d'EDF. À cela s'ajoute également la baisse du solde du compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales », qui s'explique d'une part, par la rebudgétisation de la CVAE et son remplacement par des transferts de TVA et d'autre part, par la mise au plancher du taux de TICFE dans le cadre du bouclier tarifaire et dont le produit demeure garanti aux collectivités.

La situation du budget de l'État

Au 31 décembre 2023

Service de la fonction financière et comptable de l'État

Adresses internet : <https://www.economie.gouv.fr/dgfip/la-situation-mensuelle-de-letat>

Ou : <https://www.budget.gouv.fr/documentation/publications-de-la-direction/situation-mensuelle-du-budget-de-letat-smb>

Solde Le solde général d'exécution au 31 décembre 2023 s'établit à -173,260 Md€ contre -151,469 Md€ à fin décembre 2022.

Dépenses totales du budget général Les dépenses totales nettes des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'État s'établissent à 522,693 Md€ au 31 décembre 2023 contre 519,917 Md€ à fin décembre 2022. Les dépenses du budget général (BG) au 31 décembre 2023 atteignent 454,565 Md€ contre 452,654 Md€ à fin décembre 2022 tandis que les prélèvements sur recettes (PSR) s'établissent à 68,127 Md€ au 31 décembre 2023 contre 67,263 Md€ à fin décembre 2022.

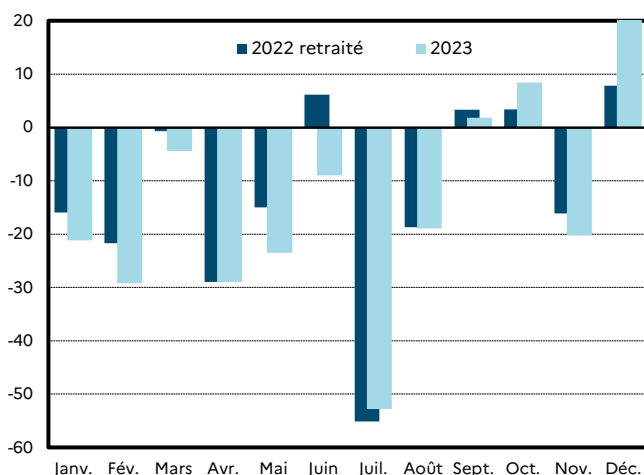
Recettes totales du budget général Les recettes totales nettes des R&D d'impôts d'État au 31 décembre 2023 s'établissent, y compris fonds de concours (FDC) et attributions de produits, à 354,534 Md€ contre 361,722 Md€ à fin décembre 2022. Hors FDC et attributions de produits, les recettes s'élèvent à 348,042 Md€ au 31 décembre 2023 contre 354,214 Md€ à fin décembre 2022.

Solde général (hors FMI)

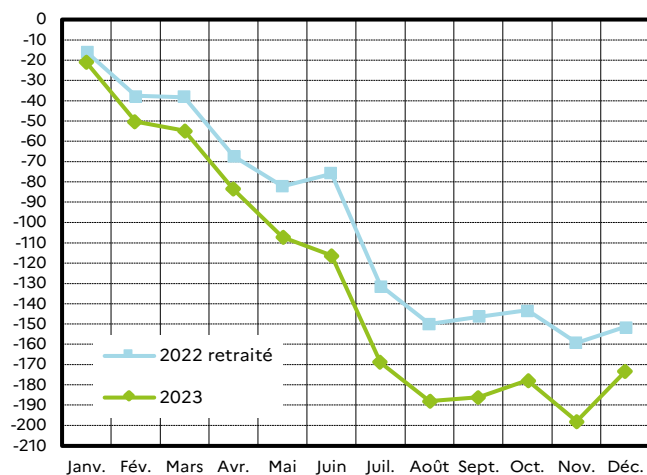
en millions d'euros	Cumul à fin décembre			Cumul à fin décembre				Variation à fin décembre
	2021 exécuté ⁽¹⁾	2022 exécuté ⁽¹⁾	2022 retraité ⁽²⁾	2021 exécuté ⁽¹⁾	2022 exécuté ⁽¹⁾	2022 retraité ⁽²⁾	2023 ⁽³⁾	2023 ⁽³⁾ / 2022 retraité ⁽²⁾
Solde du budget général	-171 518	-158 195	-158 195	-171 518	-158 195	-158 195	-168 159	
Dépenses (BG et PSR)	496 472	512 935	519 917	496 472	512 935	519 917	522 693	0,5%
Recettes	324 954	354 740	361 722	324 954	354 740	361 722	354 534	-2,0%
Solde des comptes spéciaux	786	6 726	6 726	786	6 726	6 726	-5 101	
<i>dont avances aux collectivités territoriales</i>	2 417	2 214	2 214	2 417	2 214	2 214	-3 604	
Solde des budgets annexes	-8	27	27					
Solde général	-170 739	-151 441	-151 441	-170 732	-151 469	-151 469	-173 260	

Solde général (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



cumul depuis le début de l'année



⁽¹⁾ Conformément à la loi organique du 1er août 2001 en vigueur pour les exercices 2021 et 2022, les données "2021 exécuté" et "2022 exécuté" sont nettes des R&D d'impôts d'État et d'impôts locaux (programmes 200 et 201) ;

⁽²⁾ Les données "2022 retraité" correspondent aux données "2022 exécuté" nettes des R&D d'impôts d'État (programme 200) ;

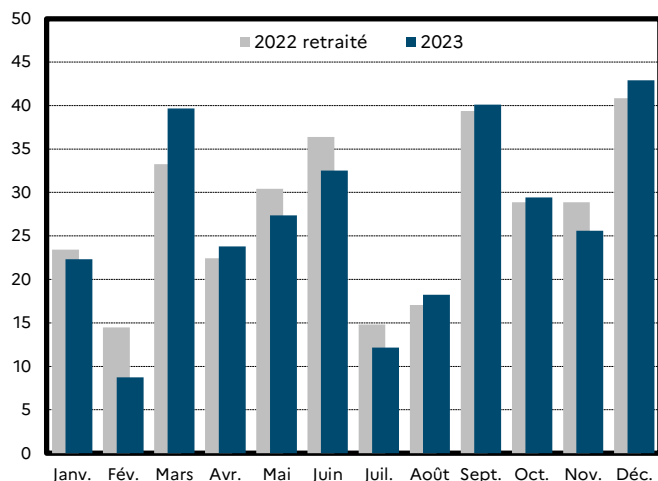
⁽³⁾ Conformément à la loi organique du 28 décembre 2021, les données "2023" sont nettes des R&D d'impôts d'État.

Recettes totales du budget général

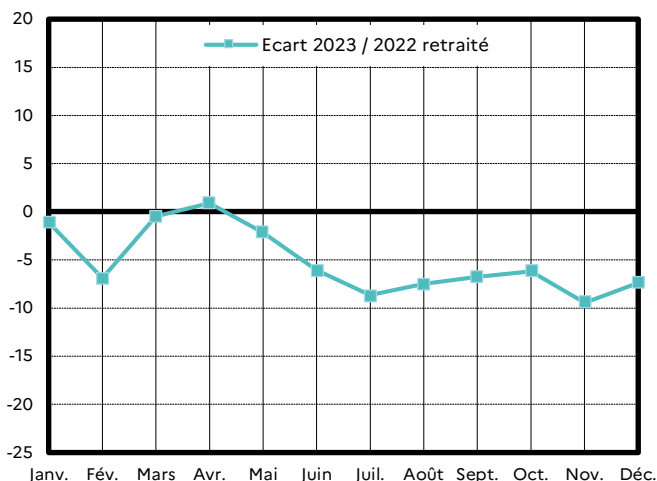
en millions d'euros	Cumul à fin décembre		LFI	Cumul à fin décembre			Variation à fin décembre	
	2022 exécuté ⁽¹⁾	2022 retraité ⁽²⁾	2023 ⁽³⁾	2022 exécuté ⁽¹⁾	2022 retraité ⁽²⁾	2023 ⁽³⁾	2023 ⁽³⁾ / 2022 exécuté ⁽¹⁾	2023 ⁽³⁾ / 2022 retraité ⁽²⁾
Recettes fiscales	323 284	330 266	328 194	323 284	330 266	322 903	-0,1%	-2,2%
Impôt sur le revenu	88 988	88 988	87 345	88 988	88 988	88 589	-0,4%	-0,4%
Impôt sur les sociétés ⁽⁴⁾	62 130	62 130	55 254	62 130	62 130	56 825	-8,5%	-8,5%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	17 992	17 992	16 607	17 992	17 992	16 804	-6,6%	-6,6%
Taxe sur la valeur ajoutée	100 823	100 823	94 676	100 823	100 823	95 188	-5,6%	-5,6%
Autres recettes fiscales ⁽⁵⁾	53 351	60 333	74 311	53 351	60 333	65 497	22,8%	8,6%
Recettes non fiscales	23 949	23 949	30 933	23 949	23 949	25 139	5,0%	5,0%
Recettes du BG (hors FDC et attributions de produits)	347 232	354 214	359 127	347 232	354 214	348 042	0,2%	-1,7%
Fonds de concours et attributions de produits	7 508	7 508	5 238	7 508	7 508	6 492	-13,5%	-13,5%
Recettes du BG (avec FDC et attributions de produits)	354 740	361 722	364 365	354 740	361 722	354 534	-0,1%	-2,0%

Recettes fiscales nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles

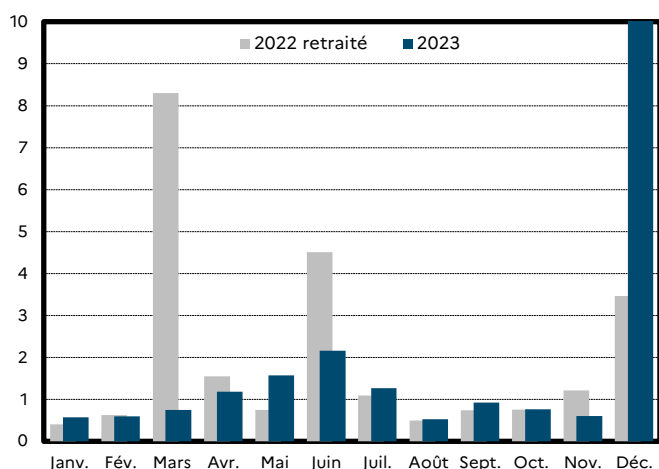


écart 2023-2022 (cumul depuis le début de l'année)

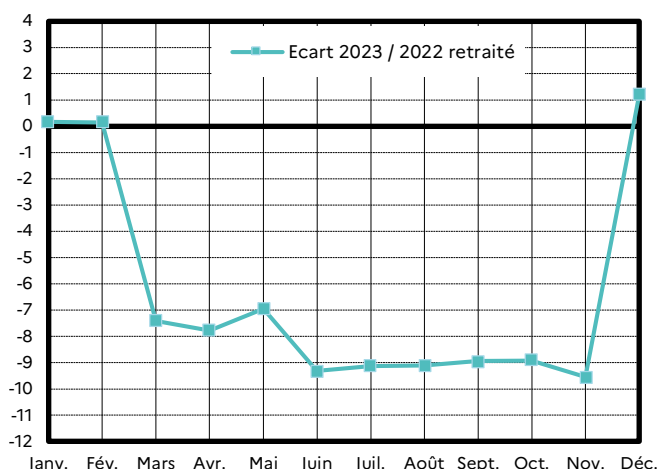


Recettes non fiscales (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2023-2022 (cumul depuis le début de l'année)



⁽¹⁾ Conformément à la loi organique du 1er août 2001 en vigueur pour l'exercice 2022, les données "2022 exécuté" sont nettes des R&D d'impôts d'État et d'impôts locaux (programmes 200 et 201) ;

⁽²⁾ Les données "2022 retraité" correspondent aux données "2022 exécuté" nettes des R&D d'impôts d'État (programme 200) ;

⁽³⁾ Conformément à la loi organique du 28 décembre 2021, les données "2023" sont nettes des R&D d'impôts d'État ;

⁽⁴⁾ Hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés (CSB) et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés (CRIS) ;

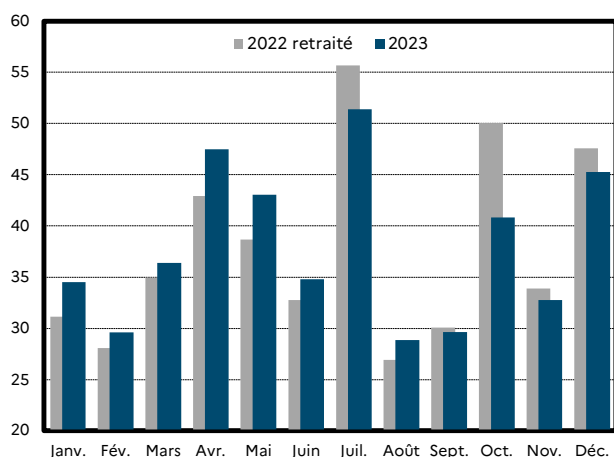
⁽⁵⁾ Y compris CSB et CRIS.

Dépenses totales du budget général

en millions d'euros	Cumul à fin décembre		Cumul à fin décembre			Variation à fin décembre	
	2022 exécuté ⁽¹⁾	2022 retraité ⁽²⁾	2022 exécuté ⁽¹⁾	2022 retraité ⁽²⁾	2023 ⁽³⁾	2023 ⁽³⁾ / 2022 exécuté ⁽¹⁾	2023 ⁽³⁾ / 2022 retraité ⁽²⁾
Dotations des pouvoirs publics	1 048	1 048	1 048	1 048	1 077	2,7%	2,7%
Dépenses de personnel	138 818	138 818	138 818	138 818	144 807	4,3%	4,3%
Dépenses de fonctionnement ⁽⁴⁾	80 402	80 402	80 402	80 402	74 179	-7,7%	-7,7%
Charges de la dette de l'État	51 538	51 538	51 538	51 538	54 780	6,3%	6,3%
Dépenses d'investissement	17 024	17 024	17 024	17 024	18 696	9,8%	9,8%
Dépenses d'intervention	154 136	161 118	154 136	161 118	158 315	2,7%	-1,7%
Dépenses d'opérations financières	2 706	2 706	2 706	2 706	2 712	0,2%	0,2%
Dépenses du budget général	445 672	452 654	445 672	452 654	454 565	2,0%	0,4%
PSR au profit des collectivités territoriales	43 034	43 034	43 034	43 034	44 254	2,8%	2,8%
PSR au profit de l'Union européenne	24 230	24 230	24 230	24 230	23 873	-1,5%	-1,5%
Prélèvements sur recettes	67 263	67 263	67 263	67 263	68 127	1,3%	1,3%
Dépenses totales (budget général et prélèvements sur recettes)	512 935	519 917	512 935	519 917	522 693	1,9%	0,5%

Dépenses du budget général nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2023-2022 (cumul depuis le début de l'année)



Solde général détaillé (hors FMI)

en millions d'euros	2021 ⁽¹⁾			2022 ⁽¹⁾			2023 ⁽³⁾	
	LFI	LFR 2	EXE	LFI	LFR 2	EXE	LFI	LFG
Dépenses totales du budget général	461 210	482 572	496 472	467 788	513 443	512 935	525 805	529 129
Prélèvements sur recettes	70 600	70 072	69 739	69 600	67 916	67 263	70 584	69 460
Dépenses du budget général	390 610	412 499	426 732	398 188	445 527	445 672	455 221	459 668
<i>dont dépenses financées hors fonds de concours et attributions de produits</i>	<i>384 936</i>	<i>406 826</i>	<i>418 773</i>	<i>391 907</i>	<i>439 247</i>	<i>438 164</i>	<i>449 983</i>	<i>454 430</i>
Recettes totales du budget général	288 852	305 607	324 954	314 030	346 772	354 740	364 365	362 380
Recettes fiscales	257 870	277 581	295 738	287 572	315 766	323 284	328 194	330 610
Recettes non fiscales	25 308	22 352	21 257	20 177	24 726	23 949	30 933	26 532
Fonds de concours et attributions de produits	5 674	5 674	7 960	6 281	6 281	7 508	5 238	5 238
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-942	-4 128	786	-85	3 021	6 726	-3 619	-5 866
<i>dont avances aux collectivités territoriales</i>	<i>-623</i>	<i>1 129</i>	<i>2 417</i>	<i>625</i>	<i>1 926</i>	<i>2 214</i>	<i>-2 066</i>	<i>-2 383</i>
Solde des budgets annexes	-37	-125	-8	15	300	27	125	211
Solde général	-173 337	-181 218	-170 739	-153 828	-163 350	-151 441	-164 933	-172 404
<i>Pour mémoire : R&D d'impôts d'État</i>	<i>122 443</i>	<i>122 978</i>	<i>122 287</i>	<i>123 982</i>	<i>129 540</i>	<i>125 783</i>	<i>127 055</i>	<i>139 544</i>
<i>R&D d'impôts locaux</i>	<i>6 891</i>	<i>7 771</i>	<i>8 099</i>	<i>6 626</i>	<i>7 018</i>	<i>6 982</i>	<i>4 587</i>	<i>4 602</i>

⁽¹⁾ Conformément à la loi organique du 1er août 2001 en vigueur pour l'exercice 2022, les données "2022 exécuté" sont nettes des R&D d'impôts d'État et d'impôts locaux (programmes 200 et 201) ;

⁽²⁾ Les données "2022 retraité" correspondent aux données "2022 exécuté" nettes des R&D d'impôts d'État (programme 200) ;

⁽³⁾ Conformément à la loi organique du 28 décembre 2021, les données "2023" sont nettes des R&D d'impôts d'État ;

⁽⁴⁾ Y compris versement à la Banque européenne d'investissement (BEI) et dotation au mécanisme européen de stabilité (MES).